

Avant-propos

Les femmes à travers le monde sont encore et toujours les premières victimes de violences aux traditions archaïques. Sur les champs de batailles où s'opposent démocratie et totalitarisme d'inspiration religieuse, la féminité fait office d'arme et de butin. Il ne s'agit pas de guerres de religions, mais d'un conflit millénaire entre un système de pensée patriarcal et une quête d'humanisation de la société. Prisonnières de rites injustes, maintenues en marge de la société, leur corps confisqué, leur autonomie interdite, les femmes d'aujourd'hui ne sont pas moins violées, battues ou lapidées qu'hier. Pire, les droits des femmes sont devenus un enjeu de politique internationale et leur inégalité exacerbée par la mondialisation des cultures.

À elle seule, la nigérienne Bariya Ibrahim Magazu réunit la plupart des persécutions infligées à des millions de femmes à travers le monde. Offerte à treize ans par son père à des hommes du village en paiement d'une dette, considérée comme femme parce qu'elle aurait connu son premier sang, elle sera accusée de *zina* – relation sexuelle illicite – et condamnée à quatre-vingts coups de canne. Les femmes sont toujours coupables des supplices qui leur sont infligés. À la prison de Lashkar Gah en

Afghanistan, trop nombreuses sont celles qui sont incarcérées, parfois pour une vingtaine d'années, coupables d'avoir été violées. En Iran, la peine pour un voile mal porté coûte de trois à douze mois de prison et soixante-quatorze coups de fouet.

Combattre les violences faites aux femmes, libérer le féminin d'un carcan de traditions préhistoriques et mettre un terme à sa marchandisation : le sort des femmes se trouve en première ligne d'un conflit mondial dont le vainqueur décidera du sens de la société. Les totalitarismes s'appuient sur le contrôle du féminin et la sacralisation de la terre alors que les sociétés démocratiques modernes s'appuient sur le principe d'égalité des droits humains et de neutralité de la terre. Accepter une dose d'iniquité entre hommes et femmes, où que ce soit dans le monde, reviendrait à condamner à terme l'espérance d'une relation d'égalité avec toute personne qui ne serait pas son exact reflet. La persécution des femmes indique celle réservée à l'Autre, celui qui ne suit pas la même religion que soi, ne pense pas comme soi, vient d'une autre terre ou n'aurait pas la même couleur de peau.

La démocratie contemporaine libère la vie privée en la séparant de la vie publique, et protège l'intimité de chacun du joug collectif, alors que le totalitarisme politique, sacralisé par des interprétations religieuses, détruit la vie privée en la rendant publique, et l'offre en pâture au jugement collectif. En embuscade derrière l'anéantissement du féminin se trouve l'extermination de la différence. Une société hostile aux droits des femmes ne peut faire preuve d'humanisme, condamne aveuglement apostat, relations sexuelles des femmes hors mariage ou homosexualité, et justifie les flagellations, les viols collectifs de « réparation », les mariages précoces, la prostitution sacrée, les excisions féminines et autres mutilations sexuelles. L'adultère y est un crime passible des pires châtiments, la pendaison, la lapidation ou tout simplement l'assassinat au nom de « l'honneur ». La non-virginité de filles consi-

dérées impures, souille la famille tout entière, charge au frère le plus jeune d'être le bourreau de sa sœur.

L'illettrisme s'impose aux filles comme un signe de pudeur et de piété, au point que 75 % des Pakistanaises sont analphabètes. Un chef taliban du Pakistan décréta par radio : « Vous avez jusqu'au 15 janvier pour arrêter d'envoyer vos filles dans les écoles. Si vous passez outre cet avertissement, nous tuerons ces filles¹. » Se rendre à l'école devient un acte de résistance, comme en Afghanistan, où les enseignants sont assassinés et les écolières violemment battues à coups de bâton. Après que deux cent cinquante-deux établissements scolaires ont été détruits, un tiers des districts d'Afghanistan n'ouvrent pas d'écoles de filles et si elles ouvrent, elles sont le plus souvent incendiées. L'accès des filles à l'éducation prend aussi parfois des dimensions tragiques, comme à La Mecque où les *Mutawwa'in* (police religieuse saoudienne) empêchèrent quatorze filles de s'échapper de leur école en flammes sous prétexte qu'elles n'auraient pas été convenablement couvertes². Certaines, déjà hors de danger, ont été renvoyées vers le brasier par les membres de la « Commission de Promotion de la Vertu et de lutte contre le Vice » qui, entravant les efforts des personnes venues en aide aux victimes, frappait les jeunes filles rescapées ne portant pas correctement leurs *abayas*, ce voile noir traditionnel des pays du Golfe recouvrant le corps de la tête aux pieds³.

Nous sommes loin de l'émancipation des femmes amorcée par le prophète Mahomet qui leur donna des droits d'héritage et de divorce et régula la polygamie. Au Maroc déjà, en 1943, Mohamed V, grand-père du roi actuel Mohammed VI, s'inquiétait de l'obscurantisme qui empêchait aux femmes l'accès à l'instruction. « C'est une vipère que vous nourrissez de venin » menaçait un de ces commentateurs éclairés de l'islam inquiet de son projet d'ouvrir les écoles aux filles. « Le venin est un antidote au poison » répondit avec clairvoyance le souverain⁴.

Les intégristes ne représentent pas les religions auxquelles ils disent appartenir. Au contraire, ils en sont les premiers opposants. Les monothéismes, judaïsme, christianisme et islam ont inspiré, au moment de leur édification, de véritables ruptures avec leur environnement social et religieux. De locales, territoriales ou tribales, les divinités se mondialisent pour n'en former qu'une, dont le nom ou la forme restent indéfinis pour ne pas être confisqués par un peuple ou un autre. Un dieu unique, universel quels que soient sa représentation ou les rites qui y sont attachés, une humanité unique masculin-féminin, une terre unique, donc partagée, ces systèmes de pensée révolutionnaire ont, chacun en leur temps historique, initié de nouveaux rapports à l'Autre, à commencer par ceux qui lient l'homme à la femme, première étrangère de l'intérieur. Les intégristes d'hier et d'aujourd'hui tentent de perpétuer des lois patriarcales archaïques, refusant depuis des siècles les avancées humanistes portées par leurs propres religions pour revenir à des valeurs et des rites qui leur sont antérieurs.

Il n'aura échappé à personne que le Pentateuque du judaïsme, qualifié d'Ancien Testament dans la bible chrétienne et intégré au déroulement de la pensée de l'islam, offre deux genèses, c'est-à-dire deux différents commencements du monde. La première genèse, sans doute la plus fidèle à l'esprit du monothéisme en édification, raconte que Dieu créa l'homme à son image, masculin-féminin⁵. Cette avancée humaniste place l'homme et la femme côte à côte, à égalité dans l'ordre de la création du monde et à égalité dans leur essence divine. Une rupture avec la pensée patriarcale d'alors, qui sera rapidement corrigée par la rédaction d'une seconde genèse proposant que pour pallier la solitude de l'homme, Dieu modela une aide, une femme qui naîtra du premier homme⁶. Le récit, cette fois plus conforme au principe d'un monde fondamentalement masculin en lien direct avec le divin, établit que la

femme issue d'Adam et non de Dieu sera par essence imparfaite et pollueuse de la sainteté des hommes. La femme de la première genèse offre l'image d'un féminin symétrique au masculin dans le grand dessein divin, la perspective d'une égalité sociale et spirituelle. La femme de la seconde genèse est ramenée au rang exclusif de femelle, perspective d'une inégalité sociale et d'une marginalisation du processus religieux. L'homme seul représentera l'humain, alors que la femme, coupable d'avoir révélé la sexualité à l'homme et d'avoir apporté la mort dans son paradis terrestre, sera maudite et contrainte de vivre sous sa surveillance.

Dans notre société mondialisée, ce conflit culturel d'apparence interne aux religions envahit tout l'espace politique. Ce débordement obéit au fondement même de nos religions contemporaines qui, toutes nées d'un héritage agricole, font de la sacralité de la terre le cœur de leurs préoccupations. Autour de ce culte central d'une terre nourricière s'est organisé un système de valeurs et de traditions dont la femme assure la pérennité, notamment par son rôle vital de transmission. Pour certains, la menace de disparition de la terre sacrée dans la mondialisation des cultures suscite nostalgie et radicalisation dont le sang féminin serait le remède. Cette peur de la disparition dans la globalisation des cultures nourrit la pensée intégriste dans ses efforts à revenir à des traditions antérieures aux religions dont elle se réclame, une obsession du retour au jardin de la création où l'homme n'avait pas encore été souillé par la femme, la mort n'existait pas et la relation adamique avec la divinité était immaculée. Pour d'autres, la terre désacralisée devient le carrefour d'espairs multiculturels, mais aussi de conflits identitaires mesurés à l'aune du statut des femmes... à suivre